

deur d'Allemagne à Vienne à l'ambassadeur anglais "elle savait très bien ce qu'elle faisait en soutenant l'Autriche-Hongrie dans cette circonstance".

*Les efforts de la Grande Bretagne pour la paix*

Prévoyant tout cela, Sir Edward Grey dont les efforts pendant la récente guerre balkanique lui avaient valu le titre de "Pacifique", déploya bientôt son activité pour éviter la guerre, et le gouvernement anglais continua, jusqu'au dernier moment, à poursuivre la réalisation de ses intentions excellentes mais malheureusement inutiles". (Mr. Asquith).

Déjà le 20 juillet, ayant eu vent de ce qui se préparait, Sir Edward Grey entretint l'ambassadeur d'Allemagne de l'importance qui s'attachait pour le maintien de la paix en Europe à ce que l'Autriche "limitât ses demandes à des bornes raisonnables". La proposition ne fut pas acceptée. Le ministre allemand des affaires étrangères "était d'avis que le gouvernement allemand ne fit aucune démarche auprès du gouvernement austro-hongrois au sujet de l'affaire". (22 juillet); cet ultimatum autrichien, dont le même ministre admettait "que le gouvernement serbe ne pouvait le digérer" était expédié le jour suivant.

Le 23 juillet ayant reçu de l'ambassadeur autrichien un résumé du contenu de l'ultimatum, Sir Edward Grey s'empressa de lui faire comprendre ainsi qu'au gouvernement allemand la nécessité qu'il y avait pour le gouvernement austro-hongrois de prolonger le délai fixé pour la réponse. Le gouvernement russe agit dans le même sens. On demanda à l'ambassadeur allemand de "faire parvenir" les propositions de Sir Edward Grey, mais le ministre allemand des affaires étrangères répondit "qu'on obtiendrait difficilement une prolongation du délai", ajoutant ouvertement que "le gouvernement austro-hongrois voulait donner une leçon à la Serbie et avait l'intention de se servir des armées".

Le 24 juillet ayant reçu le texte de l'ultimatum autrichien, et prévoyant que si l'Autriche attaquait la Serbie, la Russie décréterait la mobilisation, Sir Edward Grey proposa que l'Allemagne, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne qui n'avaient pas d'intérêts directs en Serbie agissent pour maintenir la paix, simultanément à Vienne et à St. Pétersbourg "au cas où les relations entre l'Autriche et la Russie deviendraient menaçantes". "Il y aurait lieu" ajouta-t-il, à l'ambassadeur d'Allemagne, "d'obtenir de l'Autriche